

Ils sont surpris quand ils entendent dire que leurs hôpitaux locaux doivent souvent s'adresser à des marchés étrangers pour acheter des produits. Pourquoi? Parce que les politiques qui donnent la préférence aux approvisionnements locaux permettent aux étrangers d'offrir des prix plus avantageux que les prix canadiens pour leurs produits.

Les Canadiens connaissent, intuitivement, les coûts des obstacles internes au commerce; un rapport du *Conference Board*, qui sera publié bientôt et que parraine Industrie, Sciences et Technologie Canada, énumère les différentes causes qui déterminent ces coûts :

- procédés de production inefficaces destinés à surmonter les obstacles plutôt qu'à répondre aux besoins du marché;
- perte des économies d'échelle;
- accroissement des coûts administratifs en raison du peu d'harmonisation ou de réciprocité des règlements provinciaux.

Les Canadiens veulent que cela change.

M. David Morton, président-directeur général d'Alcan, le dit : «Sans l'abolition des obstacles au commerce interprovincial, nous combattons la concurrence internationale une main liée derrière le dos».

M. Tim Reid, président de la Chambre de commerce du Canada, ajoute : «Ces obstacles sont des «casse-vitesse» sur la route du progrès. À une certaine époque, ils ont peut-être eu une raison d'être, mais ce n'est plus le cas. Ils restreignent la pénétration au marché national et l'investissement, et découragent l'établissement de liens avec des entreprises d'autres régions.» L'organisation que préside M. Reid estime que les obstacles interprovinciaux touchent de 15 à 20 p. 100 de la production de produits et de services au Canada.

D'après l'Association des manufacturiers canadiens, il existe quelque 500 obstacles au commerce interprovincial au Canada, ce qui nous coûte environ 6,5 milliards de dollars par an. Les coûts cachés sont même plus élevés mais ne peuvent être mesurés. On ne peut, en effet, évaluer exactement la perte de confiance ou celle de l'esprit d'entreprise causées par le fardeau de ces règlements. Il est donc évident que nous devons éliminer ces obstacles pour que le Canada devienne plus concurrentiel et plus prospère.

Une étude de la Chambre de commerce détruit le mythe voulant que les obstacles protègent l'industrie ou que l'industrie tient à maintenir le statu quo. Elle révèle que seulement 5 p. 100 de l'industrie a profité des obstacles et que 95 p. 100 n'en a rien tiré. Et que dire des consommateurs? Les Canadiens se rendent